Mots. Les langages du politique

107 | 2015

Discours d'autorité : des discours sans éclat(s) ?

Autorité et évidence discursives. Autovalidation dans les éditoriaux et chroniques du *Point*

Discourses of authority and obviousness. Self-validation in editorials and columns of Le Point

Autoridad y evidencia discursivas. La autovalidación en los editoriales y crónicas de Le Point

Thierry Guilbert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/21899>

DOI : 10.4000/mots.21899

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 23 mars 2015

Pagination : 85-99

ISBN : 978-2-84788-698-6

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Thierry Guilbert, « Autorité et évidence discursives. Autovalidation dans les éditoriaux et chroniques du *Point* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 107 | 2015, mis en ligne le 23 mars 2017, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/21899> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.21899>

Autorité et évidence discursives. Autovalidation dans les éditoriaux et chroniques du *Point*

À l'instar de la parole sauvage, l'évidence est, elle aussi, performative. Et comme cette parole, instance de pouvoir autant, sinon plus, qu'énoncé déclaratif, elle s'établit en discours d'autorité.
Fernando Gil, 1993, p. 20-21.

S'il existe beaucoup de travaux sur l'argumentation dans la sphère politico-médiatique, la notion d'*évidence discursive* a été relativement peu travaillée en tant que telle en analyse du discours des médias, même si elle a été souvent remarquée¹. Pourtant l'évidence discursive, ou l'évidence dans et par le discours, est d'une grande efficacité persuasive et semble être l'un des ressorts de l'argumentation dans la presse, et plus spécialement dans les éditoriaux². L'objet *évidence* explique peut-être cette relative lacune et ce pour au moins trois raisons. Tout d'abord, la transparence est la nature même de l'évidence : celle-ci est vue sans être remarquée (voir *infra*). Ensuite, l'évidence est considérée essentiellement, depuis l'Antiquité jusqu'à son utilisation althus-sérienne, comme une notion philosophique. Enfin, l'évidence est souvent rejetée à la frontière de l'argumentation.

Sur ce dernier point toutefois, l'argumentation, en langage naturel, ne repose pas sur une rationalité logico-mathématique ou formelle (Perelman, Olbrechts-Tyteca, 1988) mais sur une forme de logique naturelle : on argumente dans le but d'« intervenir sur les idées, les opinions, les attitudes, les

1. Elle est attribuée à certains fonctionnements linguistiques – énoncés tautologiques (Berrendonner, 1981), présupposés (Ducrot, 1984) – ou rattachée à certaines notions, par exemple : auditeur universel (Perelman, Olbrechts-Tyteca, 1988), prise en charge énonciative (Kerbrat-Orecchioni, 1998), engagement neutre/objectivité discursive (Charaudeau, 1997 ; Koren, 2004), sens commun et doxa (Sarfati, 2007), rationalité naturelle (Grize, 1996), effacement énonciatif (Moirand, 2007 ; Oger, Ollivier-Yaniv, 2006), naturalisation (Lambert, 2011).
2. C'est l'hypothèse poursuivie dans nos travaux sur l'évidence dans les éditoriaux, travaux sur lesquels nous nous appuyons largement et auxquels nous renverrons implicitement (Guilbert, 2007, 2011, 2013, 2014).

sentiments ou les comportements de quelqu'un ou d'un groupe de personnes » (Grize, 1996, p. 5). Ainsi, nous estimons, à l'instar de Philippe Breton (1999), que l'argumentation comprend deux pôles reliés par un continuum : l'argumentation-conviction, qui consiste à faire appel à la rationalité en utilisant des arguments réfutables, et l'argumentation-persuasion³, qui vise à faire croire en posant des vérités et des évidences. Utiliser la force de l'évidence, c'est situer son argumentation au cœur du pôle argumentation-persuasion. Les éditoriaux et chroniques de presse, objets de notre étude, appartiennent au second type. Nous verrons en effet que ces articles de commentaire, contrairement à ce qu'on pourrait attendre des genres où la subjectivité est admise, se situent plutôt vers le pôle de la persuasion que de la conviction.

Par ailleurs, l'*autorité* est directement liée aux institutions et à leurs discours qui édictent explicitement et imposent implicitement, par intériorisation, des normes qui leur confèrent légitimité et pouvoir (Bourdieu, 1982). Notre hypothèse est que l'évidence discursive a à voir avec ces discours d'autorité en ce qu'elle repose à la fois sur un « déjà-là » (Khouri-Dagher, Angenot, 1983, p. 105) ou un « préconstruit »⁴ et sur l'*argumentum ad populum* ou présenté comme tel, donc sur deux institutions, deux autorités implicites : la doxa et l'opinion. Cette forme d'autorité a plus à voir avec l'« autorité polyphonique », où la source, indéfinie, n'est pas forcément précisée dans l'énoncé, qu'avec l'« argument d'autorité » où la source est clairement identifiée (Ducrot, 1984). En effet, l'évidence discursive, référant implicitement – sans le revendiquer – à une source incontestable et implicite, serait paradoxalement l'une des formes les plus persuasives de l'autorité discursive car elle « a pour fin d'exhiber la fidélité de l'énoncé à la doxa de la collectivité dont [elle] convoite la légitimation » (Koren, 2004, p. 1). De ce point de vue, l'évidence discursive est une forme de « surévaluation volontaire » des arguments : « En fait, dans tout discours qui ne se déclare pas explicitement rhétorique, on surestime la force des arguments avancés. » (Perelman, Olbrechts-Tyteca, 1988, p. 618)

Notre travail intègre ce qui, pour l'analyse du discours française des années soixante-dix et la théorie du discours de Michel Pêcheux, était un donné, à savoir que l'idéologie fonctionne à l'évidence (Althusser, 1976) ; nous y analysons le fonctionnement discursif de l'évidence⁵ dans des éditoriaux et des chroniques de la presse française. Il s'agit ici de préciser un procédé d'évidence remarqué antérieurement, l'« introducteur autoprochant » (Guilbert, 2014), et nommé ainsi par traduction littérale du terme anglais *self-evident* sans équi-

3. Breton (1999) nomme le second pôle « manipulation », laquelle est, pour nous, le point extrême du pôle persuasion. Pour une discussion de l'opposition convaincre/persuader, voir Perelman, Olbrechts-Tyteca, 1988, p. 34-40.

4. Le préconstruit est « ce qui renvoie à une construction antérieure, extérieure, en tout cas indépendante, par opposition à ce qui est "construit" par l'énoncé » (Pêcheux, 1975, p. 193).

5. M. Pêcheux (1975) a certes travaillé la notion d'évidence mais dans le cadre de la « théorie du discours » et peu dans celui de l'analyse du discours, au sens de pratique d'analyse.

valent en français⁶. C'est, pour le définir rapidement, un élément donné préalablement, d'où le terme *introduceur*, qui participe de l'autorité discursive en validant, par son évidence, le développement qu'il précède.

Nous montrerons d'abord que ce procédé vise à poser un principe générique incontestable, puis nous avancerons l'hypothèse que la deixis (la référence à la réalité par le discours) est l'autre forme d'autovalidation utilisée. Ces deux plans générique/déictique participant de l'évidence discursive, il s'avère nécessaire d'en présenter auparavant le fonctionnement général en convoquant notamment le travail philosophique de Fernando Gil (1993) et en l'illustrant par deux exemples de presse. Cet appareil théorique sera ensuite confronté à un corpus d'éditoriaux et chroniques du *Point*.

Éléments sur le fonctionnement de l'évidence discursive

Évidence et effet d'évidence

L'évidence non questionnée⁷, celle de la vie quotidienne, semble reposer sur un paradoxe puisqu'elle est vue sans être remarquée. Pour dépasser ce paradoxe, il est nécessaire de distinguer l'évidence elle-même de l'effet pragmatique recherché par l'évidence⁸ : si l'évidence elle-même doit être vue, la recherche de l'effet, c'est-à-dire l'intention, ne doit pas être remarquée. Ces deux conditions nécessaires sont la nature même de l'évidence. Pour masquer la recherche de l'effet tout en s'exposant, l'évidence doit donc revêtir un aspect habituel, naturel, partagé.

Fernando Gil, s'appuyant sur la phénoménologie de Husserl, insiste également sur la nature duelle de l'évidence, à la fois monstration et apaisement. Monstration, car « pour être appréhendée l'évidence doit s'exhiber » (Gil, 1993, p. 12) ; apaisement, car l'évidence ne répond pas seulement à une attente implicite, non formulée ou non consciente d'elle-même, elle est « le remplissement d'une attente » (*ibid.*, p. 5 et 8), c'est-à-dire adéquation parfaite à cette attente. D'un point de vue argumentatif, l'évidence vise ainsi à supprimer à la fois le doute et l'alternative et à imposer une certitude apodictique :

L'emboîtement d'un cylindre dans une chambre cylindrique, emblème wittgensteinien du remplissement, ne laisse pas de jeu. L'adéquation parfaite satisfait définitivement l'attente, aucune nouvelle détermination ne sera cherchée ailleurs. (*ibid.*, p. 114)

6. En opposant *evidence*, « preuve », à *self-evidence*, « évidence », l'anglais insiste sur l'autovalidation du processus épistémique. Le français ne dispose que d'un terme pour ces deux formes d'évidence (voir *infra*, « Évidence et effet d'évidence », ainsi que la note suivante).
7. L'évidence questionnée renvoie à l'évidence philosophique, comme l'évidence cartésienne.
8. Pour dépasser un paradoxe logico-sémantique, Watzlawick *et al.* (1972, suivant eux-mêmes C. W. Morris, 1938) conseillent de pas s'en tenir au niveau sémantique mais de se placer au niveau pragmatique.

L'évidence discursive

L'apaisement/remplissement comble donc une *attente de sens* par la reconnaissance d'un sens déjà là – la doxa. D'un point de vue discursif, cette reconnaissance prend la forme d'une mise en mots qui, pour donner sens à une situation, convoque des cadres (Goffman, 1981), des schématisations (Grize, 1996) et des cadrages (Breton, 1999) habituels et partagés, ou présentés comme tels. Ainsi les éditoriaux et chroniques de presse utilisent un procédé discursif qui consiste à présenter une opinion comme un discours doxique : l'intérêt persuasif est de « laisse[r] entendre sans encourir la responsabilité d'avoir dit » (Ducrot, 1980, p. 5-6), voire d'indiquer comme déjà partagée une opinion qui ne l'est pas (Koren, 2004). L'effet d'évidence est donc une forme de discours d'autorité : il vise à persuader en se donnant comme le reflet du consensus social⁹.

Outre l'apaisement/remplissement, on peut adjoindre au fonctionnement discursif de l'évidence l'imposition/consentement, autre couple dialectique issu de l'interpellation et de la reconnaissance de l'évidence (Althusser, 1976) qui n'est pas l'adhésion libre (Bourdieu, 1982). D'un point de vue discursif, le consentement est plutôt produit par l'implicite¹⁰, et l'imposition plutôt par la performativité du discours. Par conséquent, on analysera le corpus d'un point de vue qualitatif en s'intéressant aux cadrages (approches communicationnelle et argumentative) et à l'implicite (approche pragmatico-énonciative).

Un procédé introducteur d'évidence discursive

L'approche générique

1. *Le Figaro*, 6 avril 2001, « Boycott : la leçon de démagogie », Jean de Bellot, éditorial. *Feignant d'oublier que la logique de l'entreprise*, publique ou privée, celle du développement et de la création d'emploi, impose de fermer les unités non rentables.

L'éditorialiste réagit à l'appel au boycott lancé par différentes associations et partis de gauche suite à l'annonce de licenciements par le groupe *Danone* pourtant bénéficiaire, et réfère ici au gouvernement Jospin qui feindrait d'oublier « la logique de l'entreprise » et s'appuierait sur les « salariés de l'un des sites du groupe Danone » (premières lignes de l'article). Cet exemple montre comment l'introducteur¹¹ permet de poser un cadre générique évident : il présente l'économie comme cadre unique de perception de la situation.

9. Nous n'avons pas la place d'aborder ici la question éthique que pose ce positionnement argumentatif.
10. Ainsi la forme constative contient souvent de véritables sous-entendus déontiques (Kerbrat-Orecchioni, 1998).
11. Nous soulignons en italique les introducteurs dans les exemples.

Le journaliste présuppose l'*existence* d'un point de vue admis, sinon par tous, au moins par un collectif indéfini, tout en s'adressant à un collectif plus large, ses lecteurs. Dire que l'on feint d'oublier un principe, c'est en présupposer l'existence¹². Ce cadre générique est en effet posé aux niveaux à la fois énonciatif (non prise en charge du discours, présent générique, déterminants définis, termes abstraits, apparence de rationalité) et discursif : il s'agit d'énoncer une règle ou un principe d'évidence et de faire exister ce positionnement pourtant situé – celui de l'entrepreneur – comme le rappel d'un élément déjà là, le bon sens partagé.

L'introducteur est essentiel dans ce procédé puisque, de façon performative – par sa seule présence et dans les conditions appropriées : le journaliste est un énonciateur autorisé et l'éditorialiste plus encore (Neveu, 1993 ; Riutort, 2009) –, l'introducteur vise à « créer une nouvelle réalité » (Benveniste, 1966) : l'existence d'un point de vue unique et partagé. Si l'énoncé présente comme admise la proposition qu'il s'agit justement de démontrer, l'introducteur a ceci de différent de la pétition de principe qu'il ne présente pas lui-même la proposition mais pose un cadre indépassable dans lequel celle-ci vient s'inscrire. Ici, on distingue le rappel d'un *principe*, qui présuppose l'existence d'un cadre consensuel (« la logique de l'entreprise »), de la *proposition* (« impose de fermer les unités non rentables »). L'introducteur rappelle également la « présupposition d'existence » (Ducrot, 1984) – l'énoncé « le roi est chauve » présuppose que ce roi existe. Pourtant, si l'introducteur opère un enchaînement discursif sur les présupposés (l'information présupposée, censée partagée, servant de base à la suite de l'argumentation), il introduit un commentaire qui dépasse l'alternative explicite/implicite et il vise à la fois à imposer un cadre perceptif (Goffman, 1981) et à valider par avance et sans démonstration la proposition à venir.

Du point de vue pragmatique, l'introducteur s'apparente ici à une dénonciation mais sa valeur réelle est injonctive : « il *faut* accepter ce cadre et ce qui en résulte ». Du point de vue argumentatif, il remplit/apaise l'attente de sens et participe au consentement/imposition de l'évidence discursive en se donnant comme le rappel d'un cadre générique partagé et comme voie unique d'accès au sens : « Celui qui qualifie la solution qu'il considère comme la meilleure d'unique solution, opère une transposition du jugement de valeur au jugement de fait. » (Perelman, Olbrechts-Tyteca, 1988, p. 244) Par cette transposition fallacieuse, l'introducteur fait de l'énoncé un discours d'autorité qui tente d'augmenter la doxa économique en s'appuyant sur ce que F. Gil appelle « l'intuition logique », une forme de rationalité qui renforce l'effet d'évidence – le mot « logique » prend ici toute son importance.

12. Il est possible que l'éditorialiste feigne, lui aussi, de croire que le gouvernement Jospin connaît cette logique de l'entreprise, mais cela ne fait que renforcer l'analyse, comme on le verra ci-après.

Il importe de préciser que l'introducteur générique s'adapte particulièrement bien au genre éditorial actuel qui, visant « un auditoire universel » (*ibid.*, p. 40), emploie « une rhétorique de l'objectivité au détriment de celle de la subjectivité » (Riutort, 2009, p. 144) tout en demeurant un genre de commentaire. L'éditorial prend l'apparence de l'objectivité mais il est *désobjectivé* (Herman, Jufer, 2001 ; Koren, 2004 ; Guilbert, 2007). L'éditorialiste énonce sa propre opinion tout en s'effaçant derrière son dire : il établit une « communauté de compréhension et d'interprétation » (Ringoot, Rochard, 2005) avec son lecteur (*nous* et *on* inclusifs) et s'appuie sur l'opinion et la doxa (*il* impersonnel, « *chacun* sait », etc.).

L'approche déictique

La position énonciative de l'éditorialiste décrite ci-dessus nous a conduit à poser l'hypothèse d'une auto-validation par la deixis¹³ qui est l'une des formes de monstration de l'évidence par le langage (Gil, 1993, p. 28). L'évidence authentifie l'identité temporelle entre le temps présent (le temps où l'on parle) et ce dont on parle, elle assimile donc la réalité subjective à l'ancrage déictique : « la preuve [de l'évidence] est un *acte* qui s'objective dans l'*actualité*, sans qu'il soit possible de dissocier les deux choses » (*ibid.*, p. 37). En effet, le remplissement que produit l'évidence est une autodotation qui établit une vérité sans explication, dans l'ipséité et la simultanéité, et poursuit « un seul but, l'instauration d'un discours s'auto-validant » (*ibid.*, p. 28). L'indexicalité de l'évidence a donc un caractère autovalident et produit, en langage naturel, une caution de véridicité.

2. *L'Express*, 5 juin 2003, « Pour une société de la confiance », Claude Allègre, chronique

Plongés dans une mondialisation aveugle et sans régulation, nous subissons les « humeurs » du temps.

L'exemple 2 montre clairement l'ancrage et l'autovalidation de l'introducteur : « plongés », anticipant le *nous* inclusif de la proposition qui suit, ancre le propos dans le présent et concourt à la forme constative de l'énoncé. Ainsi, l'ancrage déictique de l'introducteur, qui pose par ailleurs l'existence d'un *cadre naturel* (« aveugle et sans régulation ») en lieu et place d'un *cadre piloté* ou résultant d'une intervention humaine (Goffman, 1981), valide par avance la proposition, à savoir la normalité d'un comportement passif (« subissons ») face à la fatalité d'un ordre naturel (« “humeurs” du temps »). L'introducteur objective, par sa forme constative et son ancrage déictique, ce point de vue subjectif, il permet de confondre actualité et réalité et sert de caution évidente au propos.

13. Les déictiques (*je, tu, nous, vous, ici, aujourd'hui, maintenant*, etc.) ancrent le discours dans la réalité actuelle.

L'introducteur dans le corpus

Présentation du corpus

La cohérence de notre corpus repose sur l'homogénéité du genre et sur un « moment discursif » (Moirand, 2007). Nous regroupons l'éditorial et la chronique dans le genre article de commentaire, tous deux visant par nature à donner sens aux événements (Ringoot, Rochard, 2005 ; Riutort, 2009). Le moment discursif correspond aux manifestations d'opposants lors de la « réforme des retraites » de l'automne 2010. Le corpus comprend tous les articles de commentaire du *Point* de 2010 traitant de ce thème, soit 15 articles¹⁴. L'hypothèse est que le soutien de cette publication à cette réforme, comme en 1995 et 2003, passe par de nombreux cadrages dont un certain nombre d'introducteurs. La fonction de ce corpus n'est de montrer ni une régularité, ni une représentativité éditoriale mais d'analyser le fonctionnement de cet introducteur d'évidences dont les deux formes, poser un cadre préalable à une proposition par l'énoncé d'un principe incontestable et/ou par l'assimilation implicite du propos à la réalité reconfigurée, peuvent bien sûr se conjuguer et se renforcer dans un même article. La question est donc, d'une part, de vérifier si l'analyse corrobore ces hypothèses, et d'autre part, d'étudier le type d'argumentation que ces articles proposent à leurs lecteurs.

On compte en moyenne 1,33 introducteur par article (20 pour 15 articles). Notre corpus comprend quatre fois moins d'introducteurs génériques que déictiques (4 contre 16). 11 exemples ont été sélectionnés en évitant de citer deux fois un même article et en privilégiant la diversité des thèmes et des formes :

3. 29 avril, « Les dents du brochet », Claude Imbert, éditorial
Le bon sens justement plaide pour un système par points où chacun serait libre de partir tôt avec une retraite restreinte ou tard avec une retraite plus aisée.
4. 17 juin, « L'art du contre-pied », Franz-Olivier Giesbert, chronique
À l'heure où le président s'engage dans une profonde réforme des retraites qu'il aurait pu, comme ses prédécesseurs, remettre à plus tard, pour ses successeurs, mérite-t-il pour autant cette formidable impopularité ?
5. 2 septembre, « Chambardement », C. Imbert, éditorial
Enfin, *la crise assène un dernier enseignement*. Si l'économie de marché ébranle dans le monde maints protectionnismes, elle n'abolit nullement l'ambition des États à défendre bec et ongles leurs intérêts nationaux.
6. 9 septembre, « L'incongruité française », F.-O. Giesbert, chronique
Depuis des siècles, la France habite au-dessus d'elle-même. Si haut qu'elle a fini par perdre le contact avec la piétaille mondialisée de notre chère planète.

14. Un article le 29 avril, un le 17 juin, puis 13 du 2 septembre au 11 novembre 2010.

Pour preuve, le débat franco-français sur l'allongement de l'âge de la retraite à 62 ans. À l'évidence, nous vivons dans une bulle, comme si nous étions seuls dans l'Univers, sans partenaires ni concurrents.

7. 9 septembre, « L'équation Sarkozy », C. Imbert, éditorial
En des jours difficiles, le président le plus détonnant de la V^e République traîne une méchante cote dans l'opinion.

8. 30 septembre, « Où va la gauche ? », C. Imbert, éditorial
Qui peut croire que le socialisme français, *seul en Europe*, pourrait défier la sanction arithmétique d'un régime condamné par la longévité des retraités ?

9. 14 octobre, « Il y a parler et parler... », F.-O. Giesbert, chronique
Quand elle ne sublime pas les dépressions nerveuses, l'écriture romanesque explique l'inexplicable. Elle seule pourrait nous dire comment et pourquoi des millions de Français, étudiants compris, refusent les évidences. À commencer par l'allongement de l'espérance de vie, qui, joint aux déficits bouchés par l'endettement de l'État, nous commande de faire reculer l'âge légal de la retraite, sous peine de crise financière.

10. 21 octobre, « Psychodrame de défiance », C. Imbert, éditorial
Depuis longtemps le peuple français, le plus pessimiste d'Europe, broie du noir. Le conflit des retraites en remet une sacrée couche.
Dans ce psychodrame de la dépression française, les syndicats courent d'abord derrière une base indocile, puis derrière une opinion gagnée par le malaise. Et, pour finir, ils courent derrière une jeunesse malade de son avenir. Spectacle pitoyable qu'encense le jeunisme, marqueur des sociétés flageolantes.

11. 21 octobre, « Gâchis », F.-O. Giesbert, chronique
Mais il est vrai qu'on ne réforme jamais impunément. Surtout quand on est impopulaire.

12. 28 octobre, « Fin de partie », C. Imbert, éditorial
Le paysage mental d'une nation ne se change pas en un tournemain. Déjà, pour devoir quitter Saigon, Brazzaville ou Alger, nous avons dû abjurer l'exception de nos croyances coloniales dans le monde nouveau. Aujourd'hui, abjurer de même des croyances sociales qui constituent notre autre exception coûtera sinon aussi cher, du moins très cher. Cette comparaison d'apparence incongrue entre le reflux post-colonial qui blessa la droite et ce reflux d'un modèle social obsolète qui blesse la gauche, je l'ai rencontrée en privé chez Pompidou ou Barre.

13. 28 octobre, « Au pays d'Ubu », F.-O. Giesbert, chronique
Il y a décidément une exception française. La preuve, nous venons de vivre quelques semaines absolument exceptionnelles.

Un introducteur pragmatique et communicationnel

Chacun de ces exemples contient un ou des éléments préposés installant un cadre visant à autovalider le propos par présupposition d'un consensus. Si tous ces énoncés sont subjectifs, aucun n'est pris directement en charge par le

journaliste. Le cadre, qu'ils posent et qui permet d'enchaîner sur la proposition que le journaliste veut faire accepter, propose une description de la situation certes contestable mais que l'effacement énonciatif présente comme indiscutable : « le bon sens » (3), le courage de réformer (4, 11), « la crise » (5, 7), l'état psychologique du peuple français (6, 10, 12), l'isolement vis-à-vis des autres pays d'Europe (8), le rôle de la littérature (9), l'« exception française » (13).

Par ailleurs, tous les introducteurs, à l'exception des exemples 9, 11 et 12 (en partie), sont marqués par leur temporalité. Ces segments ancrent le discours dans le présent (voir *infra*, « Un fonctionnement énonciatif différent »), à la différence des introducteurs atemporels du type « Mais il est vrai qu'on ne réforme jamais impunément » (11) qui visent à rappeler/énoncer des principes ou des normes immuables. Il est intéressant de noter que (12) cumule les deux formes en posant d'abord un principe général, cadre qu'il applique ensuite à un passé pré(sup)posé comme consensuel (mais pourtant situé) et qui englobe le lecteur par un « nous » inclusif repris dans la proposition-phrase commençant par « aujourd'hui ». Si les deux introducteurs font appel à une autorité polyphonique implicite, la fin de l'énoncé (12) comporte, outre un commentaire métalinguistique (« cette comparaison d'apparence incongrue »), un argument d'autorité classique qui convoque deux anciens responsables politiques.

Le rappel ou l'installation d'un cadre permettant l'enchaînement propositionnel sur le mode du « cela va de soi » est donc la visée argumentative essentielle de l'introducteur générique et de l'introducteur déictique. Ces « artifices de présentation » transposent « des jugements de valeurs, et même de sentiments purement subjectifs, [...] en jugement de fait » (Perelman, Olbrechts-Tyteca, 1988, p. 243), en évidences donc. Ce sont aussi des commentaires (comparatifs pour 4, 6 et 8, psychologique pour 9 et 10, politique pour 11 et 12) qui satisfont à la monstration de l'évidence tout en masquant l'effet recherché – leur « visée argumentative » (Amossy, 2000) – par une apparence objective, déssubjectivée.

Nous remarquons également que, comme d'autres formes introductives (Berthoud, Mondada, 1993), cet introducteur est plus discursif que syntaxique. On peut constater ainsi dans les exemples qu'il prend des formes et des places différentes dans la phrase : groupe nominal en position de sujet (3), phrase introductive (5, 6, 9, 10, 11, 12, 13), circonstanciel en position frontale (4, 7, 10) ou syntagme en incise (8). Les introducteurs de forme et de fonction syntaxique différentes jouent pourtant un rôle semblable, lequel est plus une « opération » discursive qu'une « construction » syntaxique (Tortierat, 2012). En effet, les phrases introductives se rapprochant de la parataxe ou absence de lien syntaxique entre les phrases, le lien qui s'établit pourtant entre l'introducteur et la phrase suivante (la proposition) est purement discursif (*ibid.*, p. 67-68) ou rhétorique (voir *infra*, « Un fonctionnement persuasif... »). L'introducteur autoprochant (IAP) est donc un élément donné comme existant préalablement à l'énonciation (ici à la rédaction de l'article).

Une autre remarque s'impose : le rappel fictif d'un cadre est aussi un apport d'informations. L'IAP a donc une dimension didactique qui pose « une situation de communication où l'un des locuteurs possède un savoir supérieur à celui de l'autre, savoir qu'il est obligé ou désire faire partager à l'autre »¹⁵. Tout article de journal se trouve dans cette situation de communication ; toutefois, le genre éditorial n'a pas « pour vocation première la transmission des connaissances » (Beacco, Moirand, 1995, p. 32-33), sa didacticité est au service de la persuasion (Guilbert, 2007, p. 41-43).

Ces différentes remarques permettent de préciser, selon les trois niveaux que Charles W. Morris (1938, cité dans Sarfati, 2002, p. 12) attribue à la pragmatique, ce qu'est l'IAP :

- au niveau syntaxique (combinaison des signes), un élément qui peut être préposé linguistiquement ou inséré discursivement dans l'énoncé ;
- au niveau sémantique (attribution d'une signification aux signes), une forme de didacticité rappelant/installant un cadre générique ou un ancrage déictique ;
- au niveau pragmatique (utilisation des signes par les sujets), l'autovalidation d'un positionnement par présupposition d'un consensus pour faire savoir et/ou faire faire.

Ces remarques générales permettent d'entrevoir des fonctionnements énonciatif, discursif et persuasif que nous voudrions préciser maintenant.

Un fonctionnement énonciatif différent

Dans les formes déictiques, les verbes sont au présent et les énoncés sont introduits par un déictique temporel¹⁶ explicite – « à l'heure où » (4), « depuis des siècles » (6), « en ces jours difficiles » (7), « depuis longtemps » (10) – ou implicite – « la crise (actuelle) » (5), « seul (aujourd'hui) en Europe » (8), « il y a (en ce moment) » (13) – ; « exception française » renvoie à l'« impossibilité » actuelle de réformer la France. L'exemple 3 est plus complexe car « le bon sens justement » ne comporte pas de valeur temporelle. L'énoncé s'ancre dans le présent grâce au verbe (« plaide »), si bien qu'on peut se demander si l'introducteur ne comprend pas également le verbe et sa préposition (« le bon sens justement plaide pour ») ; c'est alors cet ensemble qui validerait par avance le syntagme nominal (« un système [...] aisée »). Dans le cadre posé en 10, qui porte sur l'état psychologique de la population française, la valeur temporelle du présent indiquée

15. Définition « situationnelle » de la didacticité de Sophie Moirand (1993) qui en donne encore une définition linguistique ou formelle et une définition pragmatique en termes de visée textuelle (faire faire ou faire savoir).

16. Les déictiques, souvent chargés d'implicite, ne sont interprétables qu'en contexte. Par exemple, « aujourd'hui » peut signifier /dans le monde qui est le nôtre actuellement/ et référer à la mondialisation libérale.

par le déictique est, comme en 7 et 13, étirée, allongée : c'est une illustration de l'« étalement du présent et de l'action au présent » qui, selon F. Gil (1993, p. 29), est la temporalité de l'évidence et qui rappelle la visée durative (et subjective) de l'énonciateur (Kerbrat-Orecchioni, 1999). En 9 et 11 en revanche, la phrase introductive énonce au présent générique un principe atemporel.

D'un point de vue modal, les formes déictiques utilisent le mode constatif qui renforce l'ancrage dans la réalité mais sont souvent doublées d'un trope illocutoire, comme les questions rhétoriques en 4 et 8. Ainsi « la crise assène un dernier enseignement » (5) et « il y a décidément une exception française » (13) sont des énoncés constatifs qui prennent à témoin le lecteur, mais ils ont aussi une valeur injonctive et sous-entendent qu'il faut regarder la réalité en face car celle-ci nous dicte un enseignement, lequel va suivre. On a donc affaire à une boucle autolégitimante puisque c'est le constat de réalité, présenté comme objectif, qui sert de caution à l'argumentation. D'un point de vue rhétorique, il s'agit bien d'une surévaluation volontaire des arguments qui utilise la transposition d'un sentiment personnel au « jugement d'existence » (Perelman, Olbrechts-Tyteca, 1988, p. 245). Le constat de réalité de l'introducteur déictique joue donc l'évidence en utilisant plutôt l'intuition sensible, l'« intuition d'existence »¹⁷.

La forme générique, non contingente, est en revanche une forme *principielle* qui, comme l'illustrent les exemples 9, 11 et 12, mêle sans pouvoir les distinguer les différentes acceptions de ce terme, à savoir la « cause agissante d'une chose », un « postulat » et une « règle d'action reposant sur un jugement de valeur et constituant un modèle » (*Le Robert*). Ainsi, 9 est à la fois le postulat du raisonnement à venir et le modèle à partir duquel le raisonnement pourra se tenir, mais il permet aussi, et surtout, de présupposer comme une évidence le caractère inexplicable de la position des opposants. Ce commentaire communicationnel, puisqu'il porte sur la façon dont il faut concevoir la situation, vise à poser un cadre psychologique, unique cadre pertinent pour tenter malgré tout de comprendre les opposants. Poser ce cadre permet ainsi de dénier sans le dire – mais tout en le disant – toute forme de rationalité aux opposants. La forme principielle de l'introducteur générique prend donc une apparence rationnelle qui met plutôt en jeu l'intuition logique de l'évidence.

Un fonctionnement persuasif et discursif semblable

Pour expliciter le fonctionnement persuasif de l'IAP, il nous a semblé intéressant de convoquer le travail d'Oswald Ducrot (2004) qui distingue utilement :

– l'argumentation rhétorique (AR) ou l'activité verbale visant à faire croire quelque chose à quelqu'un ;

17. L'« intuition d'existence [...] ne demande pas à être notifiée, elle s'impose d'elle-même » (Gil, *ouvr. cité*, p. 6).

– l’argumentation linguistique (AL) concernant l’enchaînement des deux propositions A (argument) et C (conclusion) reliées explicitement ou implicitement par un connecteur (*donc, alors, par conséquent*).

Pour O. Ducrot, les enchaînements linguistiques sont interprétés comme naturels¹⁸ : on utilise l’AL pour parvenir aux fins de l’AR, mais l’AL n’a rien de rationnel. L’objectif de la persuasion rhétorique – et discursive – qui s’appuie sur l’AL est de présenter une première proposition A « que vous êtes prêt à accepter et qui entretient avec C un rapport conclusif, un rapport en *donc*. Votre *croissance* en A risque alors de se compléter en une *croissance* en C » (*ibid.*, p. 20). Le simple fait d’énoncer A conduit à l’acceptation de C, le connecteur est facultatif dans cet enchaînement argumentatif. L’AR est persuasive en ce qu’elle vise la croyance, elle s’appuie soit sur un accord préalable (censé partagé), soit sur un consensus présupposé.

Les développements précédents ont montré que l’introducteur sert ce type d’argumentation rhétorique, notamment par l’illusion de rationalité ou d’existence : que l’enchaînement ait lieu entre un groupe nominal et le reste de la phrase, entre deux phrases ou entre deux paragraphes, l’introducteur rend nécessaire l’interprétation « A donc C » où « A est justifié comme justifiant C, comme rendant C vrai, valide » (*ibid.*, p. 20). Ajoutons que si « A est justifié comme justifiant C », c’est également parce que l’introducteur est à la fois un commentaire, par lequel il se montre et s’autojustifie, et une autodonation.

Ainsi en 9, exemple de forme générique, l’introducteur s’autodonne comme un principe de bon sens et sert à autovalider par anticipation (au sens de Pêcheux, 1969) la décrédibilisation des opposants. En 10, exemple de forme constative et déictique, l’IAP comprend la première phrase du premier paragraphe mais aussi le circonstanciel qui ouvre le second paragraphe, lequel est la reprise anaphorique et supposée admise du cadre commun présupposé préalablement. Cette reformulation, qui sous-entend que les opposants ne seraient pas rationnels, s’autojustifie comme la réalité en train de se dire en s’ancrant dans un présent étendu (« depuis longtemps ») et énonce un cadre permettant d’autovalider le posé selon lequel les syndicats seraient de ce fait dépassés par leur base.

Les deux formes d’introducteur visent donc à persuader par une double autovalidation : l’autodonation d’un cadre pré(sup)posé et l’enchaînement rhétorique avec la proposition.

Bien souvent, l’autorité discursive de l’éditorialiste ne vient plus, comme autrefois, de son « talent » d’écriture (Riutort, 2009), mais du fait qu’il présente ses

18. « Cette interprétation de “A donc C” fait partie des connaissances métalinguistiques des sujets parlants, [...] elle constitue un niveau incontestable de la compréhension des enchaînements en “donc”. » (Ducrot, 2004, p. 19)

opinions comme des évidences¹⁹. Notre corpus composé d'articles de commentaire du *Point* en 2010 montre deux formes rhétoriques et persuasives, les introducteurs générique et déictique, qui participent de l'évidence discursive. Toutes deux font des articles dans lesquels elles interviennent des discours d'autorité : le journaliste n'est plus garant de son énoncé, il confie cette fonction rhétorique à l'introducteur, lequel s'autovalide en se donnant comme cadre perceptif incontestable. L'introducteur générique se donne comme un « jugement de fait », il fait de l'éditorialiste le porte-voix de sources impersonnelles, abstraites et incontestables²⁰ (la doxa, le bon sens, l'opinion) ; l'introducteur déictique, « jugement d'existence », légitime un dire qui ne serait que le reflet fidèle de la réalité actuelle. Mais l'introducteur remplit une autre fonction essentielle : le cadre argumentatif, présenté comme préalable et partagé, a pour but de valider par avance la suite du propos, la proposition, laquelle semble s'y inscrire naturellement.

L'introducteur présente un sens déjà là qui remplit/apaise l'attente de sens ; il vise ainsi la certitude et supprime toute alternative en se donnant lui-même comme cadre unique de perception d'une situation donnée. Ce cadre présupposé, présenté comme un rappel d'information, relève de la didacticité « feinte » (Moirand, 1993) ; il n'est souvent qu'un moyen de déguiser un positionnement en le parant des atours du « cela va de soi » et/ou de la réalité, processus qui masquent la recherche de l'effet d'évidence et sa construction discursive. Cette autorité discursive particulière est donc celle de l'évidence.

C'est grâce cette posture argumentative, efficace pour persuader le plus grand nombre (Perelman, Olbrechts-Tyteca, 1988, p. 41), que « les présupposés "jouent" l'évidence, et leur locuteur l'innocence » (Kerbrat-Orecchioni, 1998, p. 34), et ce d'autant que la situation de communication asymétrique ne permet pas au lecteur de relever les enchaînements « déviants » (*ibid.*, p. 34) de l'éditorialiste à mesure qu'ils sont émis. Ces introducteurs présentent ainsi un double intérêt pour l'analyste : ils permettent de lire le positionnement du journaliste mais aussi sa position éthique vis-à-vis de son lectorat. En effet, lorsqu'il valide son propos par le bon sens ou qu'il transpose son propre sentiment au constat de fait, l'éditorialiste manie, volontairement ou non, l'évidence discursive et assène à son lecteur un véritable discours d'autorité.

Références

- ALTHUSSER Louis, 1976, « Idéologie et appareils idéologiques d'État. Notes pour une recherche », *Positions*, Paris, Éditions sociales, p. 67-125.
- AMOSY Ruth, 2000, *L'argumentation dans le discours. Discours politique, littérature d'idées, fiction*, Paris, Nathan.

19. Céline Lambert (2011) parvient *grosso modo* à la même conclusion.

20. Sur la fonction de « porte-parole de l'opinion » des journalistes, voir Landowski (1989).

- BEACCO Jean-Claude, MOIRAND Sophie, 1995, « Autour des discours de transmission de connaissances », *Langages*, n° 117, p. 32-53.
- BENVENISTE Émile, 1966, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard.
- BERRENDONNER Alain, 1981, *Éléments de pragmatique linguistique*, Paris, Minuit.
- BERTHOUD Anne-Claude, MONDADA Lorenza, 1993, « Gestion du *topic* et marquages énonciatifs dans les textes visant la construction de connaissances », *Carnets du Cediscor*, n° 2, p. 139-152.
- BOURDIEU Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.
- BRETON Philippe, 1999, « La “préférence manipulatoire” du président du Front national », *Mots*, n° 58, p. 101-125.
- CHARAUDEAU Patrick, 1997, *Le discours d’information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan.
- DUCROT Oswald, 1980, *Dire et ne pas dire*, Paris, Hermann.
- 1984, *Le Dire et le Dit*, Paris, Minuit.
- 2004, « Argumentation rhétorique et argumentation linguistique », *L’argumentation aujourd’hui. Positions théoriques en confrontation*, M. Doury, S. Moirand éd., Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, p. 17-34.
- GIL Fernando, 1993, *Traité de l’évidence*, Grenoble, Millon.
- GOFFMAN Erving, 1981, *Les cadres de l’expérience*, Paris, Minuit.
- GRIZE Jean-Blaise, 1996, *Logique naturelle et communication*, Paris, PUF.
- GUILBERT Thierry, 2007, *Le discours idéologique ou la force de l’évidence*, Paris, L’Harmattan.
- 2011, *L’« évidence » du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant.
- 2013, « La “réalité” de la presse écrite et l’éthique de l’analyse du discours », *Le rapport éthique au discours. Histoire, Pratiques, Analyses*, C. Guérin, G. Siouffi, S. Sorlin éd., Berne, Peter Lang, p. 289-302.
- 2014, « La “mise en évidence” du discours économique par la presse écrite », *Les discours sur l’économie*, M. Temmar, J. Angermüller, F. Lebaron éd., Paris, PUF, p. 139-158.
- HERMAN Thierry, JUFER Nicole, 2001, « L’éditorial, “Vitrine idéologique du journal” ? », *Semen*, n° 13, p. 149-161.
- KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, 1998 [1986], *L’implicite*, Paris, Armand Colin.
- 1999 [1980], *L’énonciation*, Paris, Armand Colin.
- KHOURI-DAGHER Nadia, ANGENOT Marc, 1983, « Savoir et autorité. Le discours de l’anthropologie préhistorique », *Littérature*, n° 50, p. 104-118.
- KOREN Roselyne, 2004, « Argumentation, enjeux et pratique de l’“engagement neutre”. Le cas de l’écriture de presse », *Semen* n° 17.
- LAMBERT Céline, 2011, « Le concept de *nation* dans les éditoriaux des newsmagazines français. Concept idéologique et mot-argument », *Semen*, n° 30, p. 87-106.
- LANDOWSKI Éric, 1989, *La société réfléchie*, Paris, Le Seuil.
- MOIRAND Sophie, 1993, « Autour de la notion de didacticité », *Carnets du Cediscor*, n° 1, p. 9-20.
- 2001, « Du traitement différent de l’intertexte selon les genres convoqués dans les événements scientifiques à caractère politique », *Semen* n° 13.

- 2007, *Les discours de la presse quotidienne : observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF.
- MORRIS Charles W., 1938, *Foundations of the Theory of Signs*, Chicago, University of Chicago Press (trad. partielle : « Fondements de la théorie des signes », *Langages*, vol. 35, 1974, p. 15-21).
- NEVEU Erick, 1993, « Pages “Politique” », *Mots*, n° 37, *Rhétoriques du journalisme politique*, p. 6-27.
- OGER Claire, OLLIVIER-YANIV Caroline, 2006, « Conjuré le désordre discursif. Les procédés de “lissage” dans la fabrication du discours institutionnel », *Mots. Les langages du politique*, n° 81, p. 63-77.
- PÊCHEUX Michel, 1969 et 1975, *Analyse automatique du discours et Les vérités de La Palice*, dans *L'inquiétude du discours. Textes de Michel Pêcheux*, F. Mالدیدier éd., 1990, Paris, Cendres, p. 98-132 et p. 177-244.
- PERELMAN Chaïm, OLBRECHTS-TYTECA Lucie, 1988, *Traité de l'argumentation*, Bruxelles, ULB, 5^e édition.
- RINGOOT Roselyne, ROCHARD Yves, 2005, « Proximité éditoriale : normes et usages des genres journalistiques », *Mots. Les langages du politique*, n° 77, *Proximité*, p. 73-90.
- RIUTORT Philippe, 2009, « L'écriture d'un éditorial ou comment codifier le talent », *Les genres journalistiques, savoirs et savoir-faire*, R. Ringoot, J.-M. Utard éd., Paris, L'Harmattan, p. 135-144.
- SARFATI Georges-Elia, 2002, *Précis de pragmatique*, Paris, Nathan.
- 2007, « Notes sur “sens commun” : essai de caractérisation linguistique et socio-discursive », *Langage et société*, n° 119, p. 63-80.
- TORTERAT Frédéric, 2012, *Approches grammaticales contemporaines. Construction et opérations*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant.
- WATZLAWICK Paul, HELMICK BEAVIN Janet, JACKSON Don D., 1972 [1967], *Une logique de la communication*, Paris, Points Seuil.